

“ L’immigration menace, non seulement nos comptes publics, mais également notre sécurité et notre identité.

Jordan Bardella (RN)

Marion Maréchal
(Reconquête!/ RN)

Je pense aux 40 millions de Français qui, en ce moment, remplissent leur déclaration d’impôt et savent que l’argent ira remplir le tonneau des Danaïdes de l’immigration et de l’assistanat pendant que nos hôpitaux, notre justice, nos services publics en général s’effondrent.

CES PROPOSITIONS SONT FAUSSES :

Les comptes publics ne sont pas menacés

Les dépenses liées à l’accueil, l’asile et l’intégration représentaient 1,2 milliard d’euros en 2023. Pour l’AME c’était 1,141 milliards d’euros (0,48 % des dépenses de soin en France), auquel il est possible d’ajouter 1,8 milliard d’euros engagés pour lutter contre l’immigration irrégulière.

→ Ces chiffres cumulés représentent 1,65 % du budget 2023, sans évoquer les bénéfices engendrés par l’immigration.



1,65% du
budget
2023

Une forte contribution des immigrés aux cotisations.

L’OCDE estime que la contribution des immigrés, sous forme d’impôts et de cotisations, est supérieure aux dépenses de l’État pour leur protection sociale, leur santé et leur éducation. La contribution budgétaire nette des immigrés est estimée en moyenne à 1,02 % du PIB (2006-2018).

De plus, les programmes d’intégration “sont des investissements très utiles, largement rentables en termes budgétaire.”



SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Lionel Ragot, “Immigration et finances publiques”, Focus n°72, Conseil d’Analyse Économique, 2021.